

# ABÉCÉDAIRE DES JEUNES DIPLOMÉS

## B

**Bifurcation** ● Le terme n'est pas nouveau mais a été popularisé par des étudiants d'AgroParisTech dont le discours, lors de la cérémonie de remise des diplômes en 2022, a touché un large public (plus de 960 000 vues sur YouTube). Il s'agirait, pour eux, d'un choix personnel et professionnel visant à refuser des jobs « destructeurs » pour se lancer dans des activités qui font « sens ». La signification de ce terme, pourtant, n'est pas aussi simple. C'est ce que montre notamment une étude passionnante du sociologue Morgan Meyer qui a analysé 11 discours sur le changement climatique prononcés par des étudiants

lors de la remise de leur diplôme. Le plus élaboré est, pour le chercheur, celui de l'École nationale supérieure agronomique de Toulouse (Ensat) qui définit la bifurcation de trois manières : faire différemment en changeant de mode de vie et en prenant une autre voie ; suivre son éthique, critiquer et s'interroger, notamment sur le contenu des formations ; créer du lien et produire du « commun ». (Source : « S'engager, bifurquer, désertier - Pragmatique des critiques et sensibilité écologique des élèves ingénieurs », Morgan Meyer, *13 Working Paper*, 22-CSI-01, décembre 2022).

## C

**Contrat d'engagement jeune (CEJ)** ● Entré en application en mars 2022 en remplacement de la Garantie jeune, il a été présenté comme la dernière « grande réforme » du premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Il s'adresse aux jeunes de moins de 25 ans – moins de 30 ans pour celles et ceux en situation de handicap – qui ne se trouvent ni en formation ni en emploi, avec l'objectif de les inscrire dans un parcours de formation de 6 à 12, voire 18 mois. Son financement (550 millions d'euros en 2022) provient du plan « 1 jeune, 1 solution ». « *Le CEJ, c'est de l'engagement, de l'assiduité, de la motivation* », a prévenu le gouvernement qui se refuse à envisager un revenu universel dès 18 ans. Comme si les jeunes ne produisaient pas assez d'efforts pour s'insérer. Ce soupçon récurrent qui pèse sur eux n'est pas la seule critique formulée vis-à-vis du dispositif. En effet, le nombre de personnes ciblées (500 000)

écarte de fait la plus grande majorité de la jeunesse, comme les étudiants ou les précaires. La faiblesse du montant de l'allocation, limitée à 528 euros pour 15 à 20 heures d'activité, en fonction des profils et du respect des « engagements », suppose une dépendance aux revenus familiaux. Pour la CGT, le CEJ acte en réalité « la précarisation de l'ensemble de la jeunesse ».

## D

**Diplôme** ● Au fil des générations, le niveau de diplôme de la population n'a cessé de progresser. Selon les données publiées par l'Insee, 12 % des 25-34 ans résidant en France sont peu ou pas



<p>diplômés en 2021, contre 27% des 55-64 ans. 72% sont bacheliers ou diplômés du supérieur contre 41% des 55-64 ans. Globalement, les femmes sont plus diplômées de l'enseignement supérieur que les hommes (54%, contre 46%).</p> <p>Le diplôme, dans tous les cas, demeure protecteur contre le chômage et favorise la stabilisation dans l'emploi (<i>voir Insertion</i>).</p> <p>Selon la stratégie européenne, au moins 45% des 25-34 ans devraient être diplômés de l'enseignement supérieur à l'horizon 2030. En 2021, la moyenne des 27 pays de l'Union européenne est de 41%. Treize pays ont d'ores et déjà atteint cet objectif, dont la France (50,3%). Parmi ceux qui restent en deçà, on peut noter la Pologne (40,6%), l'Allemagne (35,7%) et surtout l'Italie (28,3%).</p>	<p>(+ 227 000), les écoles de commerce (+ 113 000) et les sections de techniciens supérieurs (STS) en apprentissage (+ 102 000).</p> <p>Progressivement, les femmes sont devenues majoritaires. Elles représentent désormais 56% de l'ensemble des étudiants, présentes notamment dans les formations d'ingénieurs hors université. Mais 87% restent inscrites dans les écoles paramédicales et sociales. Le poids des origines sociales et familiales pèse toujours dans les parcours : plus de six étudiants sur dix en apprentissage dans les STS ont des parents ouvriers ou inactifs, contre 7% dans les formations d'ingénieurs (hors universités) ou les écoles de commerce.</p>	<p>du système éducatif, mettent en évidence un autre phénomène : la hausse du travail indépendant chez les diplômés de l'enseignement supérieur, avec un recours à ce type de statut multiplié par 2,3. Interrogés sept ans après le début de leur vie active, 13% des diplômés du supérieur de la génération 2010 sont ainsi concernés, contre 6% de ceux de la génération 1998. Comment l'expliquer? Indépendamment des caractéristiques individuelles et familiales des publics concernés, l'étude met en évidence des changements de comportement identifiés. Par exemple, pour ceux titulaires d'un doctorat. Pour les jeunes de 1998, avoir ce niveau de diplôme réduisait la probabilité de devenir indépendant; pour les jeunes de 2010, c'est l'inverse qui est observé, le doctorat étant au contraire devenu un atout pour créer son activité. À cela, il faut ajouter l'existence d'un entrepreneuriat « de nécessité » pour les jeunes ayant vécu une période de chômage ou une expérience négative sur le marché du travail. (Source : « L'essor du travail indépendant en début de vie active », <i>Céreq Essentiels</i> n° 4, 2022).</p>	<p>réalisée par la Conférence des grandes écoles, met ainsi en évidence une moindre part des femmes en activité professionnelle, avec un taux de 72,8% versus 76,5% pour les hommes. L'écart en défaveur des premières est, par exemple, de 4,2 points chez les ingénieurs et de 2,8 points chez les managers. En conséquence, la part des femmes en recherche d'emploi reste supérieure (12,5%, contre 10,2% pour les hommes). Sans surprise, des disparités salariales sont également notées, essentiellement dans les tranches extrêmes. Ainsi, en dessous de 30 000 euros brut annuels, les femmes sont nettement plus nombreuses (12,7%, contre 4,8%); et nettement moins nombreuses au-delà de 42 000 euros (19,4%, contre 26,2%).</p>
<h1>E</h1>	<h1>I</h1>	<p><b>Inégalités</b> ● Entre les femmes et les hommes, elles sont observées dès l'entrée sur le marché du travail. Publiée en juin 2023, l'étude sur l'insertion des diplômés des grandes écoles (194 établissements et 100 557 questionnaires exploitables),</p>	<p><b>Insertion</b> ● Pour observer et analyser les parcours d'insertion des jeunes, tous niveaux de qualification confondus, l'enquête Génération du Céreq, menée depuis vingt-cinq ans, reste la référence. Celle portant sur les jeunes sortis de formation initiale en 2017 et interrogés en 2020 fait état d'une génération plus diplômée, comparée à celle de 2010, dont le taux de chômage est en baisse. Plusieurs lignes de fracture apparaissent néanmoins durant le temps de l'insertion. Sur les contrats de travail en premier lieu : si, au cours des trois premières années de vie active, 57% des diplômés du supé-</p>
		<p><b>Étudiants</b> ● À la rentrée 2021, plus de 2,9 millions d'étudiants étaient inscrits dans l'enseignement supérieur, en France. Soit une augmentation de 584 000 en dix ans, indique l'Insee dans l'édition 2022 de <i>France, portait social</i>. Cette évolution des effectifs a principalement été absorbée par l'université</p>	<p><b>Indépendant</b> ● En douze ans, la part des jeunes ayant opté pour le travail indépendant au cours de leurs sept premières années de vie active a doublé. Dans le même temps, cette part n'a augmenté que de 10% pour l'ensemble de la population active. Ces données, issues des enquêtes Génération du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) menées auprès des jeunes sortant</p>





rieur passent d'un emploi à durée déterminée à un emploi à durée indéterminée, ce n'est le cas que de 24% des non-diplômés. Sur la décohabitation parentale ensuite : si 90% des titulaires d'un bac + 5 ont quitté le domicile parental, ils ne sont que 30% à avoir acquis cette autonomie parmi les non-diplômés. Sur les inégalités entre les femmes et les hommes (*voir Inégalités*) enfin : alors que les femmes sont plus diplômées, elles ont moins fréquemment connu une trajectoire marquée par un accès rapide et durable à l'emploi à durée indéterminée (28% contre 31% pour les hommes).

**M**

**Millénial** ● C'est le nom donné à la génération née entre le début des années 80

et le milieu des années 90, la première qui a grandi avec Internet. Appelée aussi génération Y, elle serait porteuse de plusieurs caractéristiques, parfois contradictoires : individualiste et engagée, sensible aux problématiques environnementales mais hyperconnectée. Elle est aussi plus flexible et plus mobile que les générations précédentes : les cadres de moins de 35 ans sont ainsi une majorité à envisager un changement d'entreprise, selon le *Baromètre Apec des intentions de recrutement et de mobilité des cadres* publié en 2021 par l'Association pour l'emploi des cadres, contre 43% en 2020. Les Y sont suivis par les Z comme « zappeurs », nés avec les réseaux sociaux et qui arrivent aujourd'hui sur le marché du travail. Avec quelles aspirations professionnelles ? Une récente étude réalisée auprès des jeunes diplômés de 16 grandes écoles a ausculté leur début de carrière (Edhec NewGen Talent Centre, avril 2023). Elle montre que « *contribuer*

à la société » et « *apprendre* » font partie de leurs motivations prioritaires, devant « *avoir des revenus élevés* ». Un quart des jeunes interrogés souhaite en outre travailler quatre jours par semaine avec une rémunération complète. Ils sont, enfin, une écrasante majorité (85%) à juger « *idéal* » le statut salarié pour un début de carrière.

**P**

**Précarité** ● Dans son essai *Pour une politique de la jeunesse* (Seuil, 2022), le sociologue Camille Peugny la décrit comme une « *marée montante* ». En 2019, parmi les moins de 25 ans, plus d'un jeune sur deux en emploi exerçait en effet son activité en CDD, en intérim, en contrat aidé ou en apprentissage. Au début des années 1980, cette proportion avoisinait les 20%. En d'autres

termes, la part de l'emploi précaire parmi les jeunes actifs a triplé en quarante ans. Cette donnée est d'autant plus inquiétante que le mouvement a relativement épargné les autres classes d'âge. C'est donc en réalité par les jeunes que le marché du travail s'est précarisé. Dans ce mouvement, l'intérim joue une part importante puisque 21% des jeunes sortis du système éducatif en 2017 ont effectué au moins une mission durant leurs trois premières années de vie active. Si ce type de contrat, qui complique la transition vers la vie d'adulte, est surtout fréquent chez les jeunes ayant un niveau inférieur ou égal à bac + 2, il concerne aussi 8% des bac + 5. Pour les diplômés de l'enseignement supérieur long, les femmes sont plus souvent intérimaires que les hommes, essentiellement concentrées dans le secteur tertiaire. En 2021, en France, 12,8% des jeunes de 15 à 29 ans n'étaient ni en emploi ni en études ni en formation, indique l'Insee, soit un peu moins qu'en moyenne dans l'Union européenne (13,1%).

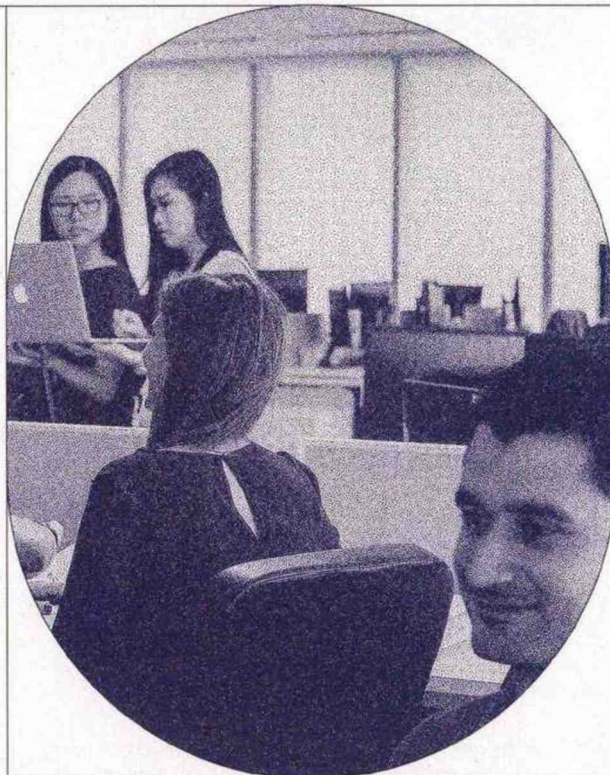




V

**Valeurs** ● Selon une abondante littérature, les jeunes des années 2020 auraient des valeurs différentes de celles de leurs aînés, dans des domaines multiples comme les enjeux environnementaux, l'égalité femmes-hommes ou la lutte contre les discriminations. Ce qui est parfois présenté comme une rupture n'est pas, pour le moment, démontré. Plusieurs études menées au niveau européen (European Values Study et European Social Survey,

2018) nuancent en effet cette assertion. Par exemple sur les préoccupations environnementales : les jeunes sont ainsi 35 % à se déclarer très ou extrêmement préoccupés par le réchauffement climatique, quand c'est le cas de 40 % des 40-59 ans. En revanche, des différences significatives apparaissent en fonction du niveau d'études et de l'emploi. Parmi les 18-29 ans ayant terminé leurs études, le fait d'être diplômé de l'enseignement supérieur augmente de 2,2 points le score de préoccupation environnementale. Plus qu'une affaire de génération ou de classe d'âge, les attitudes des jeunes vis-à-vis des questions de société apparaissent en réalité étroitement liées au niveau de diplôme.



*«Le poids des origines sociales et familiales pèse toujours dans les parcours : plus de six étudiants sur dix en apprentissage dans les STS ont des parents ouvriers ou inactifs, contre 7% dans les formations d'ingénieurs (hors universités) ou les écoles de commerce»*

